

MAROCAINES DES AMÉRIQUES

CONTRE VENTS
ET MARÉES

Venues de tous les horizons, les femmes marocaines d'ici et d'ailleurs se sont réunies pour partager leurs expériences.

RENCONTRE Elles sont parties outre-Atlantique en quête d'un avenir meilleur, d'un accomplissement professionnel ou personnel, mais le rêve canadien ou américain n'est pas toujours rose.

RENCONTRE À MONTRÉAL HAYAT KAMAL IDRISSE

Réunies à Montréal, les femmes marocaines d'ici et d'ailleurs ont décortiqué les entraves à l'épanouissement des immigrées des Amériques. Mais pas seulement, au bout de deux jours de débat et d'échange, la clôture de la première Rencontre des femmes marocaines des Amériques a été l'occasion de faire des recommandations pour une meilleure intégration.

Organisée les 14 et 15 mai 2011 à Montréal, cette première rencontre

des femmes marocaines des Amériques est une initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). Elle fait suite à celle de Bruxelles, organisée en décembre 2010, et rentre dans le cadre d'une série de réunions régionales initiées par le CCME. Ce nouveau rendez-vous canadien marque ainsi une nouvelle étape de la troisième édition des «Marocaines d'ici et d'ailleurs». Les deux éditions précédentes s'étaient tenues à Marrakech en 2008 et 2009.

A part égale à part entière

«Cet événement se présente comme un espace d'écoute, de rencontre et d'échange scientifique et culturel. C'est un rendez-vous privilégié où se croisent des parcours de femmes venant du Maroc et issues de l'immigration avec une approche comparative dans un contexte international», explique Amina Ennceiri, présidente du groupe de travail «Approche genre et nouvelles générations» au CCME. Dictée par une conjoncture marquée essentielle-

Réaction
Réaction

FATIMA HOUDA PÉPIN, PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET DÉPUTÉE DE LA PÉNINSULE

Les Marocains et Marocaines qui viennent au Canada ont un profil professionnel assez élevé. Généralement, ils parviennent à bien s'intégrer sur le plan social et culturel grâce notamment à la proximité linguistique. Sur le plan de l'emploi, il est vrai qu'il y en a qui rencontrent des problèmes d'insertion professionnelle. Toutefois, il existe des services d'appui qui les accompagnent dans leur recherche d'emploi. Certes le cheminement de ces immigrés sera plus lent, surtout avec le problème de la déqualification. Les corporations de métiers professionnels locaux exigent une validation des diplômes étrangers à travers l'examen d'un ordre donné. Sinon le postulant doit y aller par le chemin le plus lent en faisant des études et d'acquérir l'expérience requise au Canada.

ment par la féminisation de l'immigration, cette rencontre a été l'occasion de faire l'autopsie d'un vécu particulier de par ses caractéristiques socioprofessionnelles, culturelles, économiques et religieuses. Pour la petite histoire, l'émigration marocaine aux Amériques remonte au XVI^e siècle. Vers les années 1960, sa cadence augmente pour s'amplifier progressivement par la suite. Féminisée à 42%, la migration marocaine a connu une croissance très rapide dans les Amériques. Mal connue malgré son importance, cette même immigration a été mise sous les projecteurs le temps de cette rencontre inédite. Ainsi les 250 femmes marocaines invitées à l'événement, venant du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Brésil, du Mexique, du Pérou et du Maroc, ont essayé d'apporter un éclairage scientifique et une meilleure compréhension des problématiques spécifiques de l'immigration marocaine féminine dans cette région. Issues du milieu politique, économique, universitaire, culturel et associatif, les participantes, chacune de par son expérience, ont analysé les différen-

décrit Nadia Serhani, installée à Washington et membre du groupe «Administration, droits des usages et politiques publiques au CCME». «Néanmoins, cette immigration reste différente de celle de l'Europe. Elle se caractérise par la haute qualification scientifique et professionnelle de ses femmes» ajoute Serhani.

L'obstacle de l'équivalence

Un point positif qui n'est pas toujours avantageux, surtout sur les terres canadiennes, à cause notamment de la problématique de l'équivalence des diplômes. Une grande question qui mobilise actuellement associations locales et gouvernement marocain afin d'obtenir cette convoitée équivalence. «Lorsque des ingénieurs, des médecins ou de hautes compétences marocaines n'arrivent pas à exercer leur métier en tant que tel au Canada, c'est une forme de discrimination, qu'il ne faut toutefois pas considérer de manière personnelle. C'est une sorte de discrimination qui est liée à la vision d'un pays qui ne reconnaît généralement pas les diplômes étrangers», explique Nouzha Chekrouni, Ambassadeur

De par la féminisation de l'immigration, cette rencontre a été l'occasion de faire l'autopsie d'un vécu particulier de par ses caractéristiques socioprofessionnelles et culturelles.

tes composantes de la condition féminine marocaine outre-Atlantique. «A l'instar de leurs compatriotes les hommes, les femmes marocaines immigrées aux Amériques pour les mêmes raisons : identifier des opportunités économiques meilleures. Elles s'expatrient également pour un regroupement familial et il arrive qu'elles s'y installent par accident comme lors de voyages d'études ou de voyages touristiques»,

du Maroc au Canada. Une situation plutôt critique pour les immigrés qualifiés en général et pour les femmes en particulier. Mais une lueur d'espoir défile toutefois, car selon Chekrouni, le Maroc essaie d'emprunter le même chemin que la France, qui vient de signer une convention avec le Canada pour la reconnaissance de ses diplômes. «Le cas de la France nous a ouvert la voie et nous sommes actuellement en

Réactions

SOURIYA OTMANI, CONSULE DU MAROC À MONTRÉAL



Il faut cesser de se comporter comme des victimes. Nous avons des droits mais aussi des obligations. En tant que femmes marocaines on doit être engagées à 100% dans le développement. En tant que diaspora, nous avons beaucoup de défis à relever comme la différence et la participation politique qui est garante de changement et de développement. La double nationalité est un enrichissement et une responsabilité à honorer aussi bien dans notre pays d'origine que celui d'accueil. Nous sommes des femmes et nous sommes capables de le faire

SOU MAYA AGOUNINE, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION MAWA



Nous avons créé l'association MAWA (Moroccan american women association) pour venir en aide aux femmes immigrées en situation difficile. Jusqu'à maintenant nous n'avons pas pu faire grand-chose à cause justement du manque de moyens et de soutien financier. Nous fonctionnons avec nos propres moyens grâce auxquels nous avons pu créer une petite école pour enseigner l'arabe aux enfants issus de l'immigration aux États-Unis. Dans un contexte social et professionnel aussi difficile, ce genre d'initiative ne peut qu'être bénéfique pour les Marocaines expatriées.

négociations avec les responsables du gouvernement, de la mairie, des communes, du ministère de l'Intégration et celui de l'Emploi. Ils ont tous exprimé leur volonté de trouver une solution à cette situation.

Nous sommes plutôt optimistes», conclut l'Ambassadeur.

Contre la discrimination

Si l'équivalence est un problème épineux pour les immigrant(e)s marocains et marocaines, elle n'en est pas

pour autant leur seule contrainte. D'après Naïma Bendriss, directrice de recherche au Centre canadien des recherches sur le Moyen-Orient, qui intervenait dans le cadre du premier axe de cette rencontre, intitulé «Agir contre les discriminations», les femmes marocaines vivent une discrimination aussi bien directe qu'indirecte comme c'est le cas pour les autres femmes arabes. «Ce phénomène est basé sur une non reconnaissance de leurs expériences antérieures, sur une dévaluation de leurs diplômes et sur une exigence insensée d'une expérience québécoise qu'elles n'ont toutefois pas à leur arrivée ici. J'ajouterais à toutes ces barrières une représentation négative et une catégorisation qui en fait des personnes se situant à contre courant de la société», analyse Bendriss. Plein de préjugés et de stéréotypes qui vont à l'encontre du principe d'égalité prôné, que ce soit aux USA, au Canada. Même constat chez Souad Bounakhla, femme entrepreneur et formatrice consultante à Diversité Plus au Canada. Longtemps refoulée à cause de sa «non expérience» canadienne, elle se

retrouve au chômage à cause de sa surqualification. Son MBA en gestion des affaires constituait alors un obstacle à son intégration professionnelle. Engagée et fortement volontaire, elle fonde l'Association-école Al-Arabiya, un organisme dédié au rapprochement interculturel. En 2008, Bounakhla a reçu le trophée des femmes arabes, catégorie Grande bénéficiaire. Agir contre la discrimination, Bounakhla n'est pas la seule à mener ce combat, elles sont nombreuses à lutter pour l'égalité.

Egalité et citoyenneté

Deuxième axe de la rencontre, un atelier consacré à l'égalité s'est penché durant deux jours sur les différentes questions liées aux inégalités juridiques, particulièrement celles concernant les dispositions du Code de la famille (Moudouwana) et leur application effective dans les pays de résidence. «Sur ce registre, le premier constat à faire est le manque ou l'absence d'information juridique et de sensibilisation des femmes marocaines immigrantes quant à leurs droits dans les pays d'accueil et même dans leur pays d'origine», annonce Leïla Hanafi, avocate maroco-américaine chargée du programme World justice aux USA. Une sous-information qui d'après l'avocate, est à l'origine de beaucoup de problèmes d'ordre familiaux sans parler du ralentissement du processus d'intégration, toujours semé d'embûches. Pour soutenir et orienter juridiquement les femmes expatriées, Leïla Hanafi, évoque plusieurs types d'aide. «Il faut que les Marocaines immigrées aux USA sachent qu'elles peuvent trouver de l'aide dans des cabinets d'avocat proposant des prestations gratuites, aux services Pro-Bono, à l'Arab anti-discrimination committee, à la Legal services corporation et à l'ONG Karamah... ce sont là autant d'alternatives pour



Toutes les intervenantes s'accordent sur l'importance d'une plus forte implication civique et politique des immigrantes.

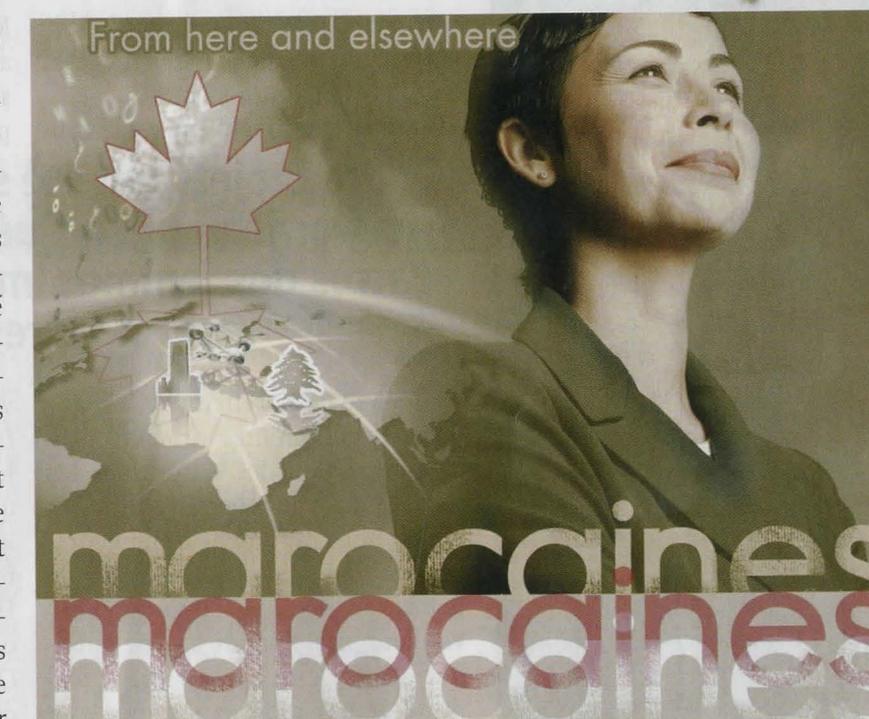
Lorsque des ingénieurs, des médecins ou de hautes compétences marocaines n'arrivent pas à exercer leur métier en tant que tel au Canada, c'est une forme de discrimination.

Le CCME en bref

Institution nationale consultative et de prospective, le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger a été créé par Dahir en décembre 2007. Présidé par Driss El Yazami, le CCME est chargé du suivi et de l'évaluation des politiques publiques du Royaume envers ses ressortissants à l'étranger. Il a en outre pour mission d'émettre des avis en vue de veiller à la

défense des intérêts des Marocain(e)s de l'étranger à l'intérieur et à l'extérieur du Maroc, de renforcer leur contribution au développement économique, social et humain du pays et de consolider les rapports de coopération entre le Maroc et les pays de résidence. Regroupant des membres délibérants et des membres observateurs représentant les principaux

ministères et institutions impliqués dans la problématique migratoire, le CCME adopte une approche genre concrétisée par l'organisation, depuis décembre 2008, des «Rencontres des Marocaines d'ici et d'ailleurs». Le conseil se focalise également sur le renforcement de l'offre culturelle nationale auprès des ressortissants marocains à l'étranger.





En toute convivialité, la rencontre de Montréal s'est clôturée sur une note positive.

Réaction



NOUZA CHEKROUNI,
AMBASSADEUR
DU MAROC AU
CANADA

A part le handicap de l'équivalence des diplômes et la non reconnaissance de l'expérience, les Marocains ne trouvent pas beaucoup de problèmes pour s'intégrer dans la société canadienne. Sur le plan culturel, le Canada est un pays d'ouverture et de multiculturalisme, nos concitoyens se retrouvent facilement dans cette société d'autant plus que nous n'avons pas de passif avec ce pays. Maintenant, de notre côté, il va falloir faire le pas car l'intégration est une affaire à deux. Ceci à travers une meilleure participation et à tous les niveaux, surtout politique. Car c'est à ce niveau là que les choses se décident

connaître ses droits et pour avoir gain de cause en cas de litiges», explique la jeune avocate. «Femmes et citoyennes» est le troi-

Douze projets ont été subventionnés par le gouvernement du Québec afin de favoriser l'accès des femmes immigrantes à l'égalité et au respect de leurs droits.

sième axe de la rencontre. Espace dédié aux différentes formes d'engagement civique des Marocaines des Amériques et de celles du Maroc, cet atelier nous rapproche de leur combat quotidien pour l'amélioration de leurs droits sociaux et pour promouvoir leur participation à la vie publique. «S'il y a un conseil que je formule de par mon expérience aux

Marocaines expatriées au Canada et aux Amériques en général, c'est de s'impliquer davantage et toujours plus dans l'action civique. Le béné-

volat est le meilleur moyen de se faire connaître, de s'intégrer socialement, politiquement et économiquement. Cela peut être également une bonne manière de changer toute forme de préjugés», conseille Fatima-Houda Pépin, première vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et députée de la Pinière. Considérant Montréal comme étant la ville

Réaction



CLAIRE DERNON-ZIERS,
DIRECTRICE
DE L'INTÉGRATION
AU MINISTÈRE DE
L'IMMIGRATION ET
DES COMMUNAUTÉS
CULTURELLES

L'immigration féminine aux Amériques constitue un fort potentiel pour les pays d'accueil. Le Canada est capable d'offrir à l'immigrée ce qu'elle souhaite, pourvu qu'elle sorte de son isolement et s'approprie la pays, sa culture d'ouverture et de multiculturalisme. Les femmes marocaines ont ça de plus, elles sont capables de s'adapter à toutes les situations. Je dis alors à toutes celles qui rencontrent des problèmes : osez apporter votre touche, osez aller vers les autres cultures, osez vous ouvrir. L'immigrant a le devoir de s'impliquer sans réserve, c'est son meilleur moyen de s'intégrer et de diminuer le taux de chômage dans les rangs des populations immigrées.

phare de la condition féminine, la responsable maroco-canadienne a insisté

sur l'importance des progrès réalisés afin de faciliter l'intégration des immigrantes dans leur société d'accueil. «Plusieurs mesures visant à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes ont été prises. Il s'agit entre autres du déploiement des mesures «travail / famille» et des congés parentaux. La publication d'un guide d'information intitulé «A part égale à part entière» a été également éditée en arabe, en anglais, en français et en espagnol pour une meilleure sensibilisation.

Le guide d'information «A part égale à part entière» a été édité en arabe, anglais, français et espagnol pour une meilleure sensibilisation à l'égalité hommes - femmes.

Des ententes triennales ont été aussi convenues avec six villes du Canada pour favoriser le principe d'égalité», nous explique-t-elle.

Au niveau communautaire, douze projets ont été subventionnés par le gouvernement du Québec dans cinq régions afin de favoriser l'accès des femmes immigrantes à l'égalité et au respect de leurs droits, même au sein de leurs familles et de leurs commu-

nautés», insiste Pépin. Des mesures d'ailleurs confirmées par Helene Fotopoulos, responsable du dossier condition féminine à la ville de Montréal, qui évoque la mise en place d'un programme spécialisé pour les mères et filles migrantes.

Une bonne volonté et autant d'actions, mais «il reste beaucoup de travail à faire à Montréal, au Québec et partout dans le monde. C'est aux femmes marocaines expatriées de développer leurs moyens et de se bat-

tre pour prendre la place qui leur revient légalement», comme le résume la responsable canadienne. Rappelons qu'après Montréal, les prochaines rencontres régionales de «Marocaines d'ici et d'ailleurs», seront consacrées aux femmes marocaines de l'Afrique sub-saharienne et des pays arabes. Le rendez-vous est donné courant 2011.

Un lobby international en construction

Dès le début des travaux de cette rencontre, les organisateurs ont insisté sur l'importance de sortir avec des recommandations concrètes. «Trêve de constats ! Il est temps de bouger, de proposer des solutions et d'entreprendre des changements», souligne, avec véhémence, Souad Talsi, membre du groupe Approche genre et nouvelles générations» du CCME et

rapporteuse générale de cette rencontre. Décidées à changer leurs conditions de vie dans leurs pays d'accueil, les participantes ont insisté sur l'importance d'assurer l'égalité des droits économiques, notamment pour les Marocaines hautement diplômées résidant au Canada. L'information et la formation sont également des chantiers ouverts qu'il faut

investir pour une meilleure intégration des immigrantes marocaines. Dans cette même optique, les trois ateliers tenus lors de cette rencontre ont débouché sur la nécessité d'un réseau de lobbying et de coopération actif à l'échelle internationale. D'où l'importance d'une plus grande implication civique et politique des Marocaines dans leurs pays d'accueil.